

Philosophie d'un nouveau monde en gestation

Autor(en): **Schneider, Fernand-Thiébaud**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **120 (1975)**

Heft 12

PDF erstellt am: **23.03.2021**

Persistenter Link: <http://doi.org/10.5169/seals-343989>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Philosophie d'un nouveau monde en gestation

par le colonel Fernand-Thiébaut Schneider

Le monde de l'après-guerre, marqué par l'opposition Est-Ouest, a été dominé essentiellement, du moins aux heures de crise, par la dyarchie des deux Grands et dont l'origine remonte à Yalta. Car Roosevelt, cette belle âme, avait alors reconnu Staline comme son égal et valable interlocuteur.

En fait, en 1945, l'URSS n'était pas encore une puissance mondiale au sens géopolitique du terme. Elle s'est élevée à ce niveau par son implantation frauduleuse en Europe centrale. Car sans ses « satellites » elle ne serait restée qu'une immense puissance de terre, entourée de toutes parts. Mais elle a accentué son statut majeur par son potentiel militaire, classique et nucléaire, notamment par cette flotte, la plus moderne du monde, qui témoigne sur tous les océans de la grandeur soviétique.

Et pourtant, après avoir souvent dicté sa loi, la dyarchie des deux Grands, imposée à l'Amérique par la deuxième nation de l'univers, est dépassée, semble-t-il, par l'évolution en cours.

Car la Russie et les USA ont vu leur prestige et leur autorité se détériorer quelque peu et ils devront sans doute s'incliner devant un nouveau monde en gestation aux contours à vrai dire encore incertains, mais dans lequel il leur sera difficile de sauvegarder leur actuelle prédominance.

GRANDEUR ET DÉCADENCE DES DEUX SUPER-ÉTATS

L'Amérique, de « Yalta à Pékin », a subi une réorientation politique définie par le président Nixon en ces termes: « Nos alliances n'ont désormais plus comme objectif premier d'endiguer l'Union soviétique et la Chine derrière un bouclier américain. Elles visent plutôt à créer avec ces puissances une paix stable. »

Cette nouvelle attitude, basée sur une « ouverture » générale et débouchant sur une entente avec le monde totalitaire, marque incontestablement une nouvelle époque de l'histoire du monde.

Ce dernier, en effet, était, en 1945, retourné à l'état de chaos et, comme l'a dit avec raison Dean Acheson, l'Amérique, seule vraie grande

puissance d'alors, devait « créer à nouveau ce monde ». Elle crut pouvoir le faire en accordant le bénéfice du plan Marshall aux nations meurtries d'Europe et une large aide aux nations sous-développées de tous les continents.

Consacrée d'abord entièrement à cette magnifique tâche, elle ne discerna pas immédiatement l'ascension de l'Union soviétique qui, tout en pansant ses plaies, affirmait sa mainmise sur ses satellites et accentuait son statut mondial en se dotant de son redoutable actuel potentiel militaire.

La Maison-Blanche, enregistrant finalement cette menace, entreprit alors sa politique de l'endiguement, d'ailleurs aussi bien vis-à-vis de l'URSS que de la Chine rouge, alors l'alliée apparente de la Russie. Elle créa l'Alliance atlantique, puissant bouclier opposé en Europe à l'Est, devenu hostile.

Puis, au cours des années soixante, l'incident de Cuba fit prendre conscience à l'Amérique, comme d'ailleurs à l'Union soviétique, du fait qu'au niveau suprême on ne peut discuter utilement qu'entre « égaux ». D'où cette « dyarchie des deux Grands », seule capable d'évoquer efficacement, et éventuellement de régler, les grands problèmes mondiaux de l'heure. Le « téléphone rouge » concrétisa alors cette solidarité des deux super-Etats.

Mais, au cours des années soixante-dix, l'Amérique dut constater un transfert imminent de l'intérêt géopolitique et géostratégique vers le continent jaune. D'où le voyage de M. Nixon à Pékin.

En réalité, d'autres raisons poussaient le président américain à cette démarche. Notamment le « désengagement » des USA d'Indochine, imposé par l'opinion publique, si puissante aux Etats-Unis. Mais aussi la nécessité, entrevue par le « conseiller » Kissinger, de cet « équilibre à plusieurs » que semblait rendre indispensable un monde en évolution. D'où cette proposition pour une « Pentarchie » qui devait associer aux deux Grands non seulement la Chine rouge, mais aussi une certaine Europe et le Japon.

Mais cette double politique n'excluait malheureusement pas certains chocs en retour. Notamment ce « défi américain » de 1971, si dur pour l'Europe et le Japon.

Quoi qu'il en soit, il faut bien constater que l'Amérique n'a pas été à la hauteur de sa belle mission : refaire le monde sous le signe d'une

immense pax americana... Il eût été si facile à la première puissance de l'univers de s'associer à une Europe rétablie dans sa force économique grâce au plan Marshall et de construire, avec elle, cette communauté euraméricaine, ce « partnership » dont allait rêver le président Kennedy, en avance sur son temps.

Et, en Chine, il eût été possible de reconnaître le grand désir d'indépendance et d'unité de la plupart des Chinois pour procéder à une salubre entente entre eux. « La solution du problème chinois dépend largement de l'attitude américaine », disait alors à juste titre Mao Tsé Toung à un journaliste américain.

Or, la Maison-Blanche, avec toute cette foi qui anime les descendants spirituels des Pilgrim Fathers quand ils croient devoir répandre un évangile américain, entendait créer une Chine à sa façon. D'où l'équipement de 45 divisions nationalistes et l'envoi de 100 000 « Marines », qui allaient occuper Pékin, Changhaï et Tient-sin. C'était là une méconnaissance totale des réalités extrême-orientales et qui devait finalement assurer le triomphe de Mao Tsé Toung. Alors qu'une collaboration suscitée entre ce dernier et Tchang Kaï-chek aurait pu aboutir à une Chine du compromis, capable de devenir efficacement un solide pilier de cet équilibre à plusieurs, actuellement si souhaitable...

En somme, les Etats-Unis, responsables en 1945 de l'avenir du monde, n'ont pas su organiser logiquement ce dernier et ils souffrent maintenant de la promotion de l'allié soviétique au rang de puissance mondiale la plus proche d'eux par sa force politique et militaire.

Mais comment a évolué l'URSS depuis Yalta ?

Avant le « coup de Prague » de 1968, l'Union soviétique poursuivait déjà ses trois objectifs extérieurs : sa sécurité, la réalisation de la qualité de « Grand », sa progression dans le monde.

Sa *sécurité*, elle l'assurait par un immense appareil militaire, implanté notamment sur le front de contact, où stationnent maintenant d'importantes forces russes et satellites, supérieures à celles du bouclier atlantique.

Sa *qualité de Grand*, l'URSS l'affirme tant par sa présence en Europe centrale que par celle de sa flotte sur tous les océans, où celle-ci incarne la grandeur soviétique.

Sa *progression sur l'ensemble du globe* s'effectue en Europe par l'exploitation d'une certaine détérioration de la solidarité atlantique. En Asie l'URSS a participé en quelque sorte, en même temps que l'Amérique,

à un certain encerclement de la Chine. Elle s'est infiltrée un peu partout dans le monde, mettant à profit les zones de moindre résistance des Occidentaux et par une aide généralisée aux pays sous-développés.

Mais cet effort général n'empêchait pas, au fil des ans, une apparente ouverture, aboutissant à une moindre vigilance du monde atlantique. Et pourtant intervint, comme un orage dans le ciel serein de la coexistence pacifique, le « coup de Prague » de 1968.

Pourquoi ?

Tout simplement parce que se développait, non seulement en Tchécoslovaquie, mais en Russie même, un certain communisme « humain », incarné notamment par le grand atomiste Sakharov. Ce dernier ne proclamait-il pas que les deux mondes opposés — le capitaliste et le communiste — conduisaient l'univers à la ruine et devaient être réformés, se rapprocher, afin de construire en commun une société meilleure, dans laquelle l'homme trouverait, non seulement le bénéfice du progrès matériel, mais l'épanouissement de ses aspirations intellectuelles et artistiques, voire de toute sa spiritualité ?

C'était là un programme dans le sens du printemps de Prague. Et cela, le Kremlin ne pouvait pas le tolérer. D'où toutes ces persécutions, ces détentions et, finalement, l'invasion de la Tchécoslovaquie...

Et pourtant le coup de Prague, sorte de fuite en avant, n'a été qu'une victoire à la Pyrrhus. Il n'a pas éteint la flamme du communisme humain ; il a réveillé l'attention des Occidentaux, arrachés brusquement à l'illusion de la coexistence pacifique et il a même suscité les protestations de divers partis frères...

Certes, l'URSS poursuit ses armements, en particulier le développement de ses forces nucléaires justifié en quelque sorte par une adroite interprétation des accords SALT. Ses sous-marins atomiques hantent nos côtes, d'où ils pourraient prendre à partie les quelques sous-marins similaires de la marine française ou détruire les sites de missiles du plateau d'Albion.

Mais la force des armes n'est pas tout, car les hommes du Kremlin doivent s'interroger sur l'opposition intérieure, notamment dans l'élite intellectuelle ; sur la « fiabilité » de certains satellites ; sur la remontée de la Chine et surtout sur le retard technologique soviétique, qui rend l'URSS tributaire de l'aide occidentale. A vrai dire, les nombreuses prises de contact que nécessitent les échanges à ce dernier point de vue ne sont

pas sans danger. Car l'URSS peut toujours être tentée de jouer les Occidentaux les uns contre les autres, notamment afin de séparer les Européens des Etats-Unis.

Fort heureusement l'économie impose ici sa loi aux Soviétiques. Et, ayant à choisir entre une fuite en avant, sorte de « coup de Prague » transposé au niveau géopolitique, et la coexistence pacifique, M. Brejnev a incontestablement opté pour cette dernière. Au point de s'attirer peut-être la condamnation des « durs » du Parti, pour avoir trop cédé aux Occidentaux.

En fait et en dépit de son ascension remarquable, l'Union soviétique a dû enregistrer, ces dernières années, une baisse de son audience et de son prestige, particulièrement dans le tiers monde. Car, malgré une aide largement consentie, elle a vu à diverses reprises des nations africaines expulser sans autre formalité des diplomates ou techniciens russes dont l'attitude avait déplu. Et, plus récemment, l'Egypte, pourtant réarmée par Moscou, a renvoyé — sans susciter de réaction notable — les 20 000 « conseillers » rouges, devenus indésirables.

En Europe même, où jadis l'Albanie et la Yougoslavie ont pu impunément refuser de devenir satellites, les Soviets sont obligés de ménager ces pays pourtant peu importants.

Certes, un changement d'équipe est toujours possible à la tête de l'URSS. Mais le successeur de Brejnev hériterait encore d'une position dominante, à côté de celle des USA et semblable à celle-ci, c'est-à-dire diminuée. Car l'Amérique, elle aussi, a décliné : elle a été incapable de vaincre en Corée et au Vietnam, et elle a perdu son ancienne prépondérance sur son propre continent et notamment à l'OEA. Ainsi, l'Union soviétique a pu conserver sa sensible égalité avec les Etats-Unis.

Mais dans quel contexte se situe actuellement la position des deux super-Etats ?

LE NOUVEAU MONDE EN GESTATION

Il est actuellement de bon ton de proclamer que la dyarchie des deux Grands est dépassée. En effet, l'opposition Est-Ouest sur laquelle elle est basée n'a plus son caractère dominant de jadis. Car un conflit Nord-Sud, des relations difficiles entre pays industrialisés et Etats fournisseurs de pétrole ou de matières premières ont pris une importance angoissante

parfois, alors que le centre politique du moment se situe dans le Proche et dans l'Extrême-Orient. Par ailleurs, des différends raciaux et des mouvements nationalistes, souvent contraires ou concurrents, s'affirment dangereusement en Afrique et en Asie surtout.

A travers toutes ces complications, la bipolarité Est-Ouest est comme effacée par le nouveau monde qui naît sous nos yeux sous le signe incontestable de la multipolarité, mais dans un tel enchevêtrement des convergences et des divergences qu'il est pratiquement impossible de reconnaître les contours probables de l'univers de demain.

C'est dans ce complexe que se situait la proposition de M. Kissinger pour une réorganisation de l'ordre actuel. Admirateur de Metternich et de la « Pentarchie » du début du XIX^e siècle, il suggérait une nouvelle organisation « à Cinq ». Et celle-ci, nous l'avons constaté, devrait comprendre, outre les deux Grands, les potentielles futures puissances de niveau géopolitique que pourraient être une certaine Europe, la Chine et le Japon.

Cette thèse était séduisante. D'abord pour les Etats-Unis, qui ne supportent qu'à contre-cœur l'actuelle dyarchie, dans laquelle ils sont tributaires de la bonne ou mauvaise volonté de l'Union soviétique.

Mais cette formule correspond aussi à un intérêt général. En effet, un équilibre « à plusieurs » est toujours supérieur à un système reposant sur deux pays seulement et dans lequel forcément chacun dépend entièrement de son unique partenaire. Dans un monde à plusieurs par contre, l'éventuel perturbateur, extérieur ou non, voit toujours se dresser contre lui au moins une partie des garants de l'ordre convenu.

Malheureusement, cette nouvelle instance suprême ne peut pas se réaliser dans l'immédiat. Car ni l'Europe, ni la Japon, ni la Chine n'ont su s'élever au niveau des actuels deux Grands.

Avant tout, l'Europe ne s'est pas encore concrétisée comme telle institutionnellement, sur le plan politique. Et sur celui de l'économie son inexistence est apparue clairement lors du fameux « défi américain » de 1971. Ce dernier, dicté par la raison d'Etat des USA, ne s'est pas heurté à un front unique, mais simplement à des pays européens en ordre dispersé et animés chacun par son égoïsme national.

Au niveau géopolitique et géostratégique, cette défaillance a été manifeste lors des pourparlers au sujet d'un cessez-le-feu lors de la guerre du Kippour. Et un diplomate proche-oriental, interrogé sur

l'absence européenne dans ces débats, répondait: « Mais l'Europe n'a pas d'armée. »

En fait, sans doctrine commune à l'intérieur de l'Alliance et sans armée propre, indispensable à une politique commune valable, l'Europe institutionnelle n'existe pas.

Et pourtant la période entre 1969 et 1972 avait été prometteuse par ces nombreuses rencontres et négociations qui semblaient annoncer un grand et imminent devenir. Le président Nixon — comme s'il avait oublié son défi de 1971 — déclarait alors que 1973 serait « l'année de l'Europe ». Et, dans leurs prévisions de l'époque, lui et M. Kissinger prévoyaient, faute d'une Europe institutionnelle, tout au moins des relations euraméricaines capables de concrétiser un front occidental dans les pourparlers avec l'Est.

Cette formule pragmatique avait du moins l'avantage de n'empêcher nullement un puissant regroupement ultérieur des nations du vieux continent appartenant à l'Alliance ou à la communauté des Neuf. Elle permettait à ces Européens d'exercer une influence notable sur la politique extérieure américaine, susceptible de devenir de la sorte une vaste politique occidentale et atlantique commune.

C'est ainsi que devait être abordé l'Est, dans les conférences sur la sécurité en Europe et sur une réduction équilibrée des forces du front de contact.

A vrai dire, les objectifs n'étaient pas les mêmes de part et d'autre du rideau de fer. *L'URSS voulait avant tout une reconnaissance inconditionnelle des frontières fixées arbitrairement par elle, alors que les Occidentaux entendaient ne pas exclure leur éventuelle rectification par voie diplomatique.* Dans la conférence M.B.F.R. — à laquelle la France ne participe pas — l'Est réclamait une *réduction égale des forces*, alors que l'Ouest visait à *des forces égales* de part et d'autre.

Dans ces conditions, aucun résultat notable a été obtenu, d'autant plus que dans les pourparlers C.S.C.E. *les Atlantiques demandaient la libre circulation des hommes et des idées*, principe difficilement admissible dans le camp oriental.

De toute manière l'Amérique n'avait à ses côtés qu'une Europe en ordre dispersé. L'Occident est encore loin de ce partnership jadis offert par le président Kennedy, alors en avance sur son temps. Car il prévoyait une solide association euraméricaine assez voisine d'une Confé-

dération entre les Etats-Unis d'Amérique et ces Etats-Unis d'Europe qu'il appelait de tous ses vœux.

Mais la Chine et le Japon n'ont pas su davantage s'élever au niveau des deux Grands.

La *Chine* est bien entrée à l'ONU et la visite du président Nixon a marqué une phase nouvelle de la politique américaine, devenue favorable à une ouverture vis-à-vis de la grande république d'Extrême-Orient.

Et pourtant celle-ci n'est pas devenue, de ce fait, une grande puissance mondiale au sens moderne du terme. D'une part ses immenses richesses naturelles, actuellement largement inexploitées, nécessitent une aide extérieure pour leur valorisation. Par ailleurs, ses forces armées, en dépit des 200 à 300 armes nucléaires, ne sont pas encore en mesure d'affronter efficacement l'un des deux Grands, qui, à vrai dire, se perdrait dans l'étendue démesurée du territoire chinois. De toute manière la force militaire de ce grand pays est redoutable pour ses voisins du continent.

Mais si, un jour, le savoir-faire du Japon, l'un des premiers pays industriels du moment, s'alliait, du fait d'une étroite association, aux incommensurables richesses chinoises, ce serait là un immense « péril jaune », auquel même une communauté euraméricaine aurait du mal à faire face, à moins de s'allier à une Russie convertie. D'autant plus que Mao Tsé-toung améliore constamment son potentiel militaire, nucléaire en particulier. Car l'apparition, dans un certain avenir, de sous-marins atomiques est possible, dans la marine chinoise, déjà la troisième du monde. Des traités d'aide militaire ont été conclus par la Chine avec la Corée du Nord et sans doute également avec le Vietnam du Nord. Par ailleurs, les relations avec l'Albanie, le Pakistan et la Tanzanie marquent une progression constante de la grande république jaune vers l'Afrique et même l'Europe.

Bref, actuellement nettement inégale aux deux Grands, la Chine est cependant susceptible de s'élever ultérieurement au niveau de ces derniers. Elle sera alors la puissance dominante de l'Asie et avec laquelle l'Union soviétique et l'Amérique devront compter.

Quant au *Japon*, il se tient actuellement à égale distance de la Russie et de l'Empire jaune. Certes, l'URSS lui apparaît comme l'ennemi essentiel et il redoute la force militaire soviétique, sans cesse grandissante, surtout face à l'Est. Par ailleurs, la collaboration économique que lui

propose Moscou — notamment pour la construction de l'immense pipe-line qui doit conduire de Tioumen, en Sibérie, à la mer du Japon — lui attirerait immédiatement une violente réaction de la Chine.

En fait, le Japon n'a pas encore signé de traité de paix avec Moscou. Toutefois il était pratiquement lié à la Russie dans l'« endiguement » de la Chine, auquel il participait comme l'URSS. D'où une étonnante solidarité de fait entre Moscou et Tokyo. Mais la Russie n'a jamais voulu rendre les Kouriles aux Nippons. Et, de la sorte, est née ici une sorte de question d'Alsace-Lorraine d'Extrême-Orient entre les deux pays.

Et puis, par ses liens avec l'Amérique, le Japon, du fait de son développement industriel, soutenait par la force des choses la toute-puissance des USA en Extrême-Orient. Il se trouvait donc en situation délicate entre les trois grands pays qui s'affrontaient ici. Mais il était menacé surtout par la Chine, sa voisine. A vrai dire, sa politique vis-à-vis de cette dernière demeure très nuancée.

En effet, sous la pression américaine, le Japon avait dû traiter avec Formose dans l'après-guerre. Mais, sur le plan commercial, des firmes nippones avaient noué d'intenses relations avec la Chine rouge. D'ailleurs certains contacts personnels, pris par Sun Yat-sen — qui, au début du siècle, avait trouvé refuge dans le pays — ont longtemps facilité les rapports entre Tokyo et Pékin.

Puis la spectaculaire visite du président Nixon en Chine a incité le Japon à reconsidérer lui-même sa politique vis-à-vis de Pékin, en se dégageant en quelque sorte de l'emprise des Etats-Unis. Les responsables de Tokyo avaient été comme traumatisés par l'attitude du président Nixon. En effet, la Maison-Blanche n'avait pas cru devoir préalablement les informer de la visite du chef d'Etat américain dans la capitale chinoise et de la réorientation politique que signifiait cette démarche.

Le Japon avait ressenti aussi comme une perte de face le « défi » de 1971. Le président Nixon avait alors placé le gouvernement nippon devant un fait accompli. Il l'avait mis en demeure de procéder à une revalorisation de la monnaie nationale. Il avait grevé les exportations japonaises vers les USA de 10 % de droits supplémentaires et il en avait réduit le volume.

En outre, Tokyo pouvait craindre de voir ses intérêts sacrifiés par l'Amérique à ceux de la Chine.

Tous ces faits expliquent amplement le voyage spectaculaire de M. Tanaka à Pékin et la nouvelle politique qu'il impliquait.

En fait, il convient de juger la diplomatie nippone par rapport au contexte de l'Extrême-Orient, où les situations sont si complexes et si précaires parfois. D'où ces attitudes nuancées vis-à-vis des deux Chines. Les responsables japonais ont, par exemple, intérêt au maintien de l'indépendance de Formose. Non seulement ils ont, en effet, conscience d'une certaine dette de reconnaissance envers Tchang Kaï-chek qui, en 1945, s'était opposé à une division du pays et avait renoncé à toute indemnité de guerre de la part du Japon vaincu. Mais, de toute manière, du fait de sa situation, Taïwan concrétise une sorte de garantie contre une menace venant du continent.

L'Occidental a parfois du mal à comprendre des relations aussi complexes et il se perd dans l'enchevêtrement des rapports si difficiles à reconnaître avec précision. D'autant plus qu'en Extrême-Orient les qualités propres des hommes et des peuples comptent bien moins que la position de ces derniers dans une hiérarchie ou un ordre mondial, même précaires et temporaires. C'est ainsi que les hommages de divers pays, tels que les Philippines et la Thaïlande — jadis impliqués dans le « continent » américain de la Chine — vont maintenant à la grande république jaune, revalorisée par l'évolution générale intervenue.

*
* *
*

L'opposition Est-Ouest et la dyarchie des deux Grands sont incontestablement dépassées dans le nouveau monde en gestation, dont nous avons évoqué la complexité.

Toutefois il semble bien que les forces montantes de demain se situent essentiellement dans l'Asie proche ou lointaine. Et, de ce fait, le sort de nos fils sera mis en cause dans une confrontation — violente ou pacifique — entre un certain Orient non encore bien défini et l'Occident libre, incarné par un monde euraméricain, dont l'unité est à peine ébauchée.

Cette rencontre sera d'autant plus difficile qu'elle se produira entre deux mondes profondément différents.

L'Occident, en effet, a connu une histoire qui a été essentiellement une évolution, avec une profonde interpénétration des peuples en

cause, voire des renaissances de courants momentanément effacés, mais non éteints.

C'est ainsi que les Germains envahisseurs, gagnés à la civilisation gallo-romaine par leurs vaincus, ont sauvé, à peine latinisés, l'Empire à son déclin. Et sur un plan national, le « miracle français » a consisté dans ce merveilleux rassemblement, autour de la centrale Ile-de-France, de populations aussi différentes à l'origine que les Bretons, les Alsaciens et les Basques.

En Orient, tout au contraire, l'Histoire s'est manifestée surtout par de brutales mutations, avec la disparition de civilisations entières ou le refoulement vers des zones-refuges de populations survivantes, tels les Thaïs et les Moïs de l'ancienne Indochine française.

C'est compte tenu à la fois des deux passés si différents et des dimensions possibles des forces montantes que nous, nations de l'ancien monde, devons envisager notre avenir commun et celui de nos frères d'outre-Atlantique.

Le tout est donc de savoir si nous allons être capables, d'abord de devenir nous-mêmes dans une Europe institutionnelle, pour constituer ensuite le partenaire valable et égal de l'Amérique, dans une vaste confédération euraméricaine, incarnation moderne de l'Occident.

Pour être complète, cette unité pourra-t-elle être achevée par l'adhésion d'une Russie qui n'est ni de l'Occident, ni de l'Orient ? Cette heureuse perspective n'est pas exclue pour l'avenir, à en juger d'après certains indices. C'est ainsi que, par exemple, la récente élimination de Ché-lépine des instances supérieures soviétiques semble bien marquer une certaine réorientation, avec effacement de l'idéologie au profit d'une « Realpolitik » visant au rapprochement, tant avec l'Europe qu'avec l'Amérique.

Certes, cette évolution amorcée — qui n'exclut pas des chocs en retour — présente pour Moscou la voie du salut. Celle-ci se situe dans une coexistence pacifique qui, de « tactique », doit devenir « stratégique », au sens communiste du terme.

Telles sont nos chances du moment. Mais l'Europe, l'Amérique et la Russie sont encore loin des buts à atteindre. Il leur reste cependant de sérieuses raisons d'espérer ; car l'Orient, lui aussi, a ses problèmes...

F.-T.S.